

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Notice sur l'Assemblée générale de l'AIDV à Verona, Italia	
<i>N. Coutrells</i> <i>Secrétaire général</i>	2/3
Le Rapport du Président - premières réflexions sur l'établissement d'une procédure d'arbitrage dans le commerce international du vin	
<i>S. Stern</i> <i>Président</i>	3-5
Quelles sont les répercussions des nouveaux accords GATT et des accords bi- et multi-latéraux sur le commerce du vin	
<i>F.-R. Schlöder</i> <i>CE, Bruxelles</i>	5-11
Dossiers judiciaires américains	
<i>M. James M. Seff</i> <i>Attorney-at-Law, San Francisco</i>	12-15
Décisions de la Cour de Justice de l'Union Européenne, Luxembourg	
<i>Mlle. R. Semalf</i> <i>Docteur en Droit, Coutrells & Ass.</i>	15-30
Décision du tribunal administratif de la République Fédérale d'Allemagne	
<i>Dr. H.J. Koch</i> <i>Amtsgerichtsdirektor I.R.</i>	30
Cadre légal et réglementations de la culture pour la viticulture biologique en République Fédérale d'Allemagne	
<i>Dr. Helmut Finger</i> <i>ministère du CTA&V, Mainz</i>	31-35
La protection des indications géographiques au Canada	
<i>A. David Morrow</i> <i>Avocat, Ottawa</i>	35/36
Euro-avocats:	
1. des formations pratiques plus poussées	36/37
2. le siège de Bruxelles obtient 72 000 livres st. du fonds européen pour les juristes stagiaires	37/38
Adjoint:	
questionnaire sur l'arbitrage et la médiation.	
<i>Secrétaire générale</i> <i>AIDV</i>	

<u>Contents</u>	<u>Page</u>
The IWLA Annual General Meeting, Verona, Italia	
<i>N. Coutrells</i> <i>General Secretary</i>	2/3
The President's Report - Initial thoughts on the potential establishment, through the IWLA, of an arbitration & mediation project within the wine trade	
<i>S. Stern</i> <i>President</i>	3-5
The effects of the recent GATT agreements and of the bilateral and multilateral agreements on the wine trade?	
<i>F.-R. Schlöder</i> <i>EC, Brussels</i>	5-11
American Legal Briefs	
<i>M. James M. Seff</i> <i>Attorney-at-Law, San Francisco</i>	11-14
Rulings of the European Court of Justice, Luxembourg	
<i>Mlle. R. Semalf</i> <i>Doctor of Law, Coutrells & Ass.</i>	14-28
Ruling of the Administrative Court of the Federal Republic of Germany	
<i>Dr. H.J. Koch</i> <i>Amtsgerichtsdirektor I.R.</i>	29
Legal Framework and Cultivation Regulations for Organic Viticulture and Wine Production in the Federal Republic of Germany	
<i>Dr. Helmut Finger</i> <i>Ministry of CTA&V, Mainz</i>	29-33
The Protection of Geographical Indications in Canada	
<i>A. David Morrow</i> <i>Attorney, Ottawa</i>	33/34
Euro-Lawyers:	
1. Further Education Practical Training	34/35
2. Brussels Office secures £72,000 Euro-Cash for Trainee Solicitors	35/36
Annex:	
Arbitration/Mediation Questionnaire	
<i>General Secretary</i> <i>IWLA</i>	

Assemblée générale de l'AIDV

L'Assemblée Générale de l'AIDV a eu lieu le 15 avril 1996 à Vérone, dans le cadre de *Vinitaly*. Comme à l'accoutumée, elle a été précédée d'une réunion du Conseil d'Administration, et a été accompagnée d'une Conférence.

Le projet de procès-verbal de l'Assemblée Générale sera prochainement adressé à tous les membres, avec une nouvelle édition de l'Annuaire qui a été présentée à Vérone. La plaquette de présentation de l'Association sera également remaniée et actualisée.

L'Assemblée Générale a approuvé le nouveau texte des Statuts, modifié pour tenir compte de la décision prise l'an dernier en Australie d'augmenter les cotisations et le droit de vote des personnes morales.

De nouvelles activités sont envisagées. En particulier le Conseil réfléchit aux possibilités pour les membres de l'AIDV d'offrir des services en matière d'arbitrage ou de médiation dans le secteur du vin, et notamment en matière de contrats internationaux. A cet effet, un questionnaire sera prochainement adressé à tous les membres.

Un bref aperçu des activités des sections nationales a été présenté, ainsi qu'un rappel de la présence de l'AIDV, en tant qu'observateur, à l'OMPI.

Après l'Assemblée Générale, notre invité, **M. Schlöder**, de la Commission des Communautés Européennes, a brossé un intéressant tableau de la situation en matière d'accords internationaux - et notamment suite aux accords TRIPS - pour la protection des noms géographiques. Son exposé a été suivi de plusieurs interventions présentant sur la question des points de vue divers sur cette question délicate.

Annual General Meeting of the IWLA

The Annual General Meeting of the IWLA took place on 15 April 1996 in Verona and within the context of *Vinitaly*. As usual, it was preceded by a meeting of the Administrative Council and was effected in conjunction with a Conference.

The preliminary draft of the A.G.M. minutes will shortly be sent to all members, together with a new edition of the Yearbook which was displayed in Verona. The Association's small presentation volume will also be revised and brought up to date.

The A.G.M. approved the new text of the Statutes, which has been altered so as to take into account last year's decision in Australia to increase subscriptions and legal entities' right to vote.

New activities are planned. The Council is considering, in particular, the possibilities, for members of the IWLA, of providing arbitration and/or mediation services in the wine sector and particularly within the sphere of international agreements. To this end, a questionnaire will shortly be sent to all members.

A brief survey of national branches' activities was presented, as well as a reminder of the presence of the IWLA, as observer, at the WIPO.

After the A.G.M., our guest, **Mr Schlöder**, from the European Communities Commission, painted an interesting picture of the situation regarding international agreements - and particularly in the wake of the TRIPS agreements - for the protection of geographical names. His talk was followed by several speeches putting forward the different points of view on this delicate subject.

Enfin, reprenez dès à présent les dates de nos prochains rendez-vous:

Mai 1997 Londres, à l'occasion de la Wine Fair (1 journée)

Avril 1998 Bruxelles, à l'occasion du Mondial du Vin (Congrès de plusieurs jours)

Été 1999 peut-être en Suisse, à Vévey, à l'occasion de la Fête des Vignerons (à confirmer).

Nicole Coutrelis
Secrétaire général.

Finally, I would ask you please to keep in mind the dates of our next meetings:

May 1997 London - in the course of the Wine Fair (1 day)

April 1998 Brussels - during the World Wine Congress (several days)

Summer 1999 perhaps in Vévey, Switzerland - during the Wine Growers' Festival (to be confirmed).

Nicole Coutrelis
General Secretary.

Le rapport du président

La conférence de Vérone

Comme vous pourrez le lire dans le rapport de *Nicole Coutrelis*, la conférence 1996 de l'AIDV à Vérone, qui s'est tenue en avril pour coïncider avec *Vinitaly*, a été un succès et j'ai entendu dire qu'elle fut appréciée par tous ceux qui s'y rendirent. J'aimerais tout particulièrement que soient remerciés ceux qui ont participé à l'organisation de cette conférence.

Projet Arbitrage et Médiation de l'AIDV

Le Comité International s'est réuni à Sirmione, le jour précédant la conférence de Vérone. A l'ordre du jour se trouvait, entre autres, la suggestion que l'AIDV fournisse des services d'arbitrage et de médiation auprès de l'industrie du vin, une suggestion formulée par *Vince O'Brien* l'année dernière. Après de longues discussions, le Comité s'est résolu à poursuivre l'investigation, et c'est en vue de déterminer quelles compétences appropriées existent actuellement parmi les membres de l'AIDV que le questionnaire joint au bulletin de juin de l'AIDV a été préparé. En outre, comme il est assez probable qu'un certain nombre de nos membres soient intéressés d'offrir des services de médiation et d'arbitrage à l'industrie du vin, mais qu'ils ne possèdent ni la formation ni l'expérience appropriées, il est

President's Report

Verona Conference

As you may have read in the report by *Nicole Coutrelis*, the 1996 IWLA Conference in Verona held in April to coincide with *Vinitaly* was very successful and the feedback I have received is that it was enjoyed by all who attended. I would like to record a note of thanks to all those who participated in organising the Conference.

IWLA Arbitration/Mediation Project

The International Board met in Sirmione, the day before the Verona Conference. One of the Agenda items was the suggestion that the IWLA might provide arbitration/mediation services to the wine industry, a suggestion raised by *Vince O'Brien* last year. After a good deal of discussion, the Board resolved to investigate the matter further and it is with the goal in mind of determining what relevant expertise already exists amongst IWLA members that the Questionnaire enclosed with the June IWLA Bulletin has been prepared. Moreover, as it is quite likely that there are a number of our members interested in providing mediation/arbitration services to the wine industry who do not yet have either any relevant training or experience, one possibility that is being examined is for the IWLA to arrange for an organisation with expertise in

examiné, entre autres possibilités, que l'AIDV s'arrange pour qu'une organisation compétente dans la formation à la médiation et à l'arbitrage dispense une formation aux membres de l'AIDV intéressés par ce nouveau projet. Bien sûr, le fait fut souligné par plusieurs personnes, lors de la réunion du Comité International, que si les services d'arbitrage et de médiation sont fournis sous les auspices de l'AIDV, l'AIDV doit s'assurer que ses membres ne possèdent pas uniquement la formation en règle qui est requise mais, de façon tout aussi importante, de l'expérience adéquate et de la compétence dans l'industrie du vin.

J'encourage par conséquent tous nos membres à compléter et à nous retourner le questionnaire sur l'arbitrage/la médiation qui est joint au bulletin de l'AIDV. Même si vous n'êtes pas intéressé par le projet proposé, ce simple retour serait utile dans la mesure où nous ne pourrions juger de l'intérêt de nos membres que par les réponses que nous recevrons.

La publication commune de l'AIDV et de l'OIV - les lois sur le vin dans le monde

Lors de la réunion du Comité à Sirmione, nous avons poursuivi nos discussions sur la **publication commune de l'AIDV et de l'OIV** qui devrait rassembler les lois sur le vin dans le monde. Manifestement, la clé d'une telle publication réside en deux éléments. Il nous faut:

- (a) obtenir les services d'un éditeur qui possède la connaissance et la compétence pour préparer un tel travail;
- (b) obtenir de nos membres de par le monde la capacité de fournir le matériel brut et les données nécessaires pour l'édition.

L'AIDV a beaucoup de chance puisque *Robert Tinlot*, qui prendra sa retraite de son poste de directeur de l'OIV à la fin de cette année, s'est porté volontaire pour être l'éditeur de cette publication. Cette offre a été immédiatement acceptée par le Comité International à Sirmione et nous sommes maintenant en cours de discussion avec Robert quant aux bases sur lesquelles cette publication sera préparée. L'autre étape significative qu'il

mediation and arbitration training to provide training to IWLA members who are interested in this new IWLA project. Of course, one matter that several people stressed at the International Board meeting was that if arbitration or mediation services are to be provided under the IWLA auspices, the IWLA must ensure that its members have not just the necessary formal training, but equally importantly have adequate experience and expertise in the wine industry.

Accordingly, I encourage all of our members to complete and return to us the Arbitration/Mediation Questionnaire enclosed with this IWLA Bulletin. Even if you have no interest in the proposed project, the feedback would be useful as we can only judge the interest of members from the responses that we receive.

Joint IWLA/IWO Publication - Wine Laws of the World

At the Sirmione Board meeting, we continued our discussions on the **Joint IWLA/IWO Publication** that would collate the wine laws of the world. Clearly the key to such a publication is twofold. We need to:

- (a) obtain the services of an Editor who has the knowledge and expertise to prepare such a work; and
- (b) obtain the input from our members around the world in providing the raw material and data for editing.

The IWLA is most fortunate as *Robert Tinlot*, who will be retiring as the IWO Director at the end of this year, has volunteered to be the Editor of this publication. This was an offer that was immediately accepted by the International Board in Sirmione and we are now in the process of discussing with Robert the basis on which this publication will be prepared. The other significant step that we must undertake is to co-ordinate with the IWO the manner of its involvement, which involvement is obviously important to make such a publication a success.

1997 IWLA Conference

The Board has now progressed with its plan to hold the next IWLA Conference in London in conjunction with the

nous faut franchir est la coordination avec l'OIV des modalités de son engagement, lequel engagement est bien évidemment important si l'on veut faire de cette publication un succès.

La conférence de l'AIDV de 1997

Le Comité est désormais plus avancé dans son projet d'organiser la prochaine conférence de l'AIDV à Londres conjointement avec la Foire Commerciale du Vin de Londres. Cette foire-exposition devrait se tenir du 20 au 22 mai 1997 et nous pouvons ainsi nous attendre à ce que la conférence 1997 de l'AIDV se déroule environ au même moment. *Faites une croix dans votre agenda en conséquence, et j'encourage tous les membres qui en ont la possibilité de s'y rendre.*

Stephen Stern
Président.

Quelles sont les répercussions des nouveaux accords GATT et des accords bi- et multilatéraux sur le commerce du vin

Les Nouveaux accords GATT (Uruguay Round)

1. *Accord sur l'agriculture:*
 - (a) accès au marché;
 - (b) politique du soutien interne;
 - (c) réduction des aides à l'exportation;
2. *Accord sur mesures sanitaires et phytosanitaires ("SPS").*
3. *Accords sur les obstacles techniques au commerce ("TBT").*
4. *Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("TRIPS" ou "ADPIC").*
5. *Accord sur la création de l'OMC:*
 - (a) règlement des différends;
 - (b) questions institutionnelles.

London Wine Trade Fair. That Fair is due to be held between 20 and 22 May 1997 and thus we can expect that the 1997 IWLA Conference will take place at about the same time. *You should mark your diaries accordingly and I encourage as many members who are able to attend.*

Stephen Stern
President.

The Effects of the recent GATT Agreements and the Bilateral and Multilateral Agreements on the Wine Trade?

The New GATT Agreements (Uruguay Round)

1. *Agreement on agriculture:*
 - (a) access to the market;
 - (b) policy of internal support;
 - (c) reduction in export aid.
2. *Agreement on health and phytosanitary measures ('SPS' - Eng. - 'HPS').*
3. *Agreement on technical barriers to trade ('TBT').*
4. *Agreement on intellectual property rights ownership relating to trade ('TRIPs' or 'ADPIC').*
5. *Agreement on the creation of the WTO:*
 - (a) settling of disputes;
 - (b) institutional issues.

The agreement on intellectual property relating to trade ('TRIPs' or 'ADPIC') is one aspect of the areas of activity recently introduced within a new framework for international trade.

One section of the agreement deals with the protection of geographical denomination and more particularly with precise measures for the additional protection of wines and spirits. It is the Community which has insisted that this section be inserted into the agreement.

Insofar as world trade is expanding inexorably, especially the trade in products of high added value - wine among them, there is a great incentive to defraud and, like a

L'accord sur la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPs ou ADPIC) est un des accords qui fait partie des nouveaux domaines d'activité introduit dans le nouveau système commercial international.

Un chapitre de l'accord concerne la protection des indications géographiques (IG) et plus particulièrement des dispositions spécifiques sur la protection additionnelle des vins et spiritueux. C'est en particulier la Communauté qui a insisté pour que ce chapitre soit inséré dans l'accord.

Dans la mesure où la mondialisation du commerce ne cesse de progresser, surtout le commerce des produits à haute valeur ajoutée - les vins en font partie - l'incitation est grande de frauder et de parasiter les efforts que d'autres ont investi.

Dans le cas des vins il s'agit avant tout d'éviter l'appropriation illégale ou, comme nous l'appellons, l'usurpation d'un nom géographique pour un vin qui n'est pas originaire du lieu géographique indiqué.

Comme dans le cas des marques commerciales, les entreprises, les producteurs ou leurs associations du secteur viticole, mais aussi les pouvoirs publics ont investi beaucoup, en effort personnel, matériel et financier, pour mener une politique de différenciation et de personnalisation des vins basée sur leur origine géographique.

Pour les petits producteurs surtout - et il y en a beaucoup en Europe! - l'origine géographique est l'élément principal pour personnaliser et donner un profil caractéristique d'un vin. Ces producteurs n'ont pas de moyens financiers pour choisir l'autre solution qui s'offre, à savoir de protéger à travers des marques commerciales les efforts qui sont investi dans l'image de qualité et dans le marketing.

Les éléments clés de l'accord TRIPs sont:

1. La définition du terme "indication géographique". Elle est moins restrictive que celle de l'OIV.

2. L'étendue de la protection: deux situations doivent être distinguées:

parasite, live from the efforts of others.

With wine, we must, above all, avoid the illegal appropriation or '*usurping*', as we term it, of a geographical denomination for a wine which does not derive from the geographical place stated.

As is the case with trade names, enterprises, producers and their partners in the wine sector as well as the State authorities have invested much, personally, materially and financially, in order to achieve individuality in and personalisation of a wine based on its geographical origin.

For small producers especially, and there are many in Europe, geographical origin is the principal element in the personalisation of a wine and essential to its characteristic profile. Such producers cannot afford to choose the other solution, namely to safeguard, through trademark, their efforts, which are devoted to maintaining an image of quality and to marketing their produce.

The key elements of the TRIPs agreement are:-

1. The definition of the term '*geographical denomination*'. It is less restrictive than that established by the IVO.

2. The extent of protection: a distinction should be made between two situations:

(a) *the future - the positive side:*

The protection given is absolute or, in other words, the right to use the geographical denomination is exclusive. Therefore no one else may use the geographical denomination when the wine is not from the place stated.

To ensure absolute protection, the agreement makes provision for a certain number of specific measures which:

- prohibit the use of '*de-localising*' words, such as 'sort', 'type' etc. and all other indications, even if the real origin is stated (e.g. '*German champagne*');
- exclude the registration of a geographical

(a) **Le futur: côté positif -**

La protection accordée est absolue ou, autrement dit, le droit d'utilisation de l'indication géographique est exclusif. Personne d'autre ne peut donc utiliser l'indication géographique quand le vin n'est pas originaire du lieu indiqué.

Pour assurer cette protection absolue, l'accord prévoit un certain nombre de dispositions spécifiques qui:

- interdisent les utilisations "délocalisantes" ("genre", "type", etc) ou toute autre indication, même si la véritable origine est indiquée ("*Champagne allemand*");
- excluent qu'une indication géographique soit enregistrée comme marque commerciale.

(b) **Le passé: côté négatif -**

L'accord TRIPs accorde "l'absolue" pour toutes les appropriations "incorrectes" de noms géographiques pour autant que les critères d'antériorité sont remplis, à savoir que le nom a été utilisé de bonne foi ou pendant au moins 10 ans.

Ainsi sont graciés:

- les semi-génériques et génériques;
- les marques enregistrées contenant ou consistant en une IG protégée;
- les noms des variétés de vignes contenant ou consistant en une IG protégée.

3. La coexistence des homonymes.

4. La clause dite de "non-érosion" qui est très importante: un membre de l'OMC n'a pas le droit de diminuer le niveau de protection existant avant l'accord OMC.

5. Les pays membres de l'OMC doivent créer des

denomination as a trade name.

(b) **the past - the negative side:**

The TRIPs agreement grants "eternal absolute" to all cases of "improper" appropriation of geographical denomination, provided that the precedence criteria are met, namely that the description has been used in good faith or for at least ten years.

The following are thus absolved:

- generic and semi-generic terms;
- registered trademarks containing or consisting of a protected geographical denomination;
- names of grape varieties containing or consisting of a protected geographical denomination.

3. The co-existence of homonyms

4. The so called "non erosion" clause which is very important: a WTO member does not have the right to reduce the level of protection which existed before the WTO agreement.

5. The member countries of the WTO must create appropriate legal instruments which ensure protection.

The agreement does not, however, require protection to be guaranteed "ex officio", namely that the State authorities should ultimately be responsible for ensuring that the agreement be implemented correctly and that they should intervene automatically should this agreement be flagrantly disrespected.

Thus the interested party himself, namely the commercial operator, must ordinarily defend these rights. This can be both expensive and time consuming.

6. The agreement holds that negotiations should be led by the Council for the TRIPs agreement with a view to establishing an international register of geographical denominations.

instruments juridiques appropriés qui assurent la protection.

Mais l'accord n'oblige pas que la protection soit assurée "ex officio", à savoir que les autorités publiques compétentes doivent avant tout assurer la bonne application de l'accord et d'intervenir automatiquement en cas de non respect évident de celui-ci.

Ainsi, l'intéressé lui-même, à savoir l'opérateur économique, doit donc normalement défendre ces droits. Ceci peut coûter cher et peut prendre beaucoup de temps.

6. L'accord prévoit que des négociations soient menées par le Conseil de l'accord TRIPs en vue d'instaurer un registre international d'indications géographiques.

7. Enfin, l'accord invite expressément les pays membres d'entrer en négociation bilatérale pour accroître le niveau de la protection.

Il faut reconnaître que la mise en application de cet accord représente un pas significatif en avant sur le chemin d'une meilleure protection des indications géographiques sur le plan international. Mais il faut constater aussi que l'accord, tel qu'il existe aujourd'hui, ne rencontre pas toutes les préoccupations de l'Union Européenne en matière de vin. Les raisons sont les suivantes:-

1. Une protection effective des indications géographiques présuppose qu'elle soit assurée par le principe "ex officio". En effet, il incombe avant tout aux autorités publiques d'intervenir pour faire respecter l'accord, notamment dans le cas où un vin est commercialisé manifestement en infraction avec les dispositions de l'accord TRIPs.

Le principe "ex officio" est d'ailleurs un principe qui est bien établi dans la réglementation communautaire concernant l'étiquetage des vins.

2. Un registre international des indications géographiques doit être réalisé le plus rapidement possible. Un tel registre facilitera considérablement le travail des autorités

7. Finally the agreement expressly invites member countries to enter into bi-lateral negotiation in order to enhance the level of protection.

One should recognise that the implementation of this agreement is a significant step forward towards better protection of geographical denominations at international level. Equally though, it must be noted that in its present form the agreement does not meet all the concerns of the EU with regard to wine. The reasons are as follows:-

1. Effective protection of geographical denomination presupposes that it be guaranteed by the "ex officio" principle. Indeed responsibility ultimately lies with the state authorities to intervene in order to enforce the agreement, especially in the case of a wine being marketed in obvious breach of the provisions of the TRIPs agreement.

Besides, the "ex officio" principle is well established within the Community regulations relating to the labelling of wines.

2. An international register of geographical denominations must be compiled as swiftly as possible. Such a register will make the monitoring work of the competent authorities and tribunals considerably easier and will in any case contribute towards an enhancement of juridical safeguards.

Because this register cannot be established overnight - it will take many years, bilateral registers in the form of a "positive list" should be agreed between member countries which enforce the TRIPs agreement bilaterally. These lists should include all protected and homonymous geographical denominations.

3. The TRIPs agreement protects only geographical denomination. Other appellations, which are used to personalise and differentiate wines and which merit protection in the same way as geographical denominations, are not covered by the agreement. I refer here, in particular, to traditional designations other than geographical references which

contribuera de toute façon à augmenter la sécurité juridique.

Du fait que ce registre ne pourra pas être créé du jour au lendemain - cela prendra des années - des registres bilatéraux sous forme de "*liste positive*" devraient être convenues entre les pays membres qui appliquent l'accord TRIPs par la voie bilatérale. Ces listes devraient comprendre toutes les indications géographiques protégées et homonymes.

3. L'accord TRIPs ne protège que les indications géographiques. Par contre, d'autres dénominations qui sont utilisées pour personnaliser et différencier des vins et qui méritent une protection au même titre que les indications géographiques ne sont pas couvertes par l'accord. Il s'agit surtout de dénominations traditionnelles autres que géographiques qui expriment par exemple, une qualité particulière, un mode d'élaboration particulier ou un type de vin particulier. Dans le jargon communautaire nous les appelons "*mentions traditionnelles*".

Je citerai comme exemples les termes en France "*Passe-tout-grain*", "*cru classé*", "*Edelzwicker*" etc. ou en Allemagne "*Spätlese*", "*Auslese*", "*Weißherbst*" etc. ou en Italie "*Denominazione di origine controllata (DOC)*", "*Est! Est! Est!*" etc.

4. Enfin, et ceci est un point particulièrement important: l'Union Européenne ne peut pas accepter que les "péchés du passé" ou, je dirais même, les "péchés mortels du passé", soient tout simplement pardonnés pour toujours et balayer sous le tapis. Ici, je vise en particulier ce qui, dans le jargon technique, est connu sous le terme "semi-générique" ou "générique". Ces termes jouent un rôle certain dans quelques pays importants producteurs de vin. En effet, il est un peu trop facile de dire que ces termes font partie du patrimoine viticole traditionnel de ces pays en question et que, en tout état de cause,

represent, for example, a particular quality, a peculiar elaborative method or a particular type of wine. In Community jargon we call them "*traditional references*".

I proffer as examples the French terms "*Passe-tout-grain*", "*cru classé*", "*Edelzwicker*" etc., the German "*Spätlese*", "*Auslese*", "*Weißherbst*" etc. and the Italian "*Denominazione di origine controllata (DOC)*", "*Est! Est! Est!*" etc.

4. Finally, and this is a particularly important point: the EU cannot accept that the "sins of the past" or, I would go so far as to say the "mortal sins of the past", should simply be forgiven and swept under the carpet. Here I am thinking in particular of the use of what is known as *semi-generic* ("*semi-générique*") and *generic* ("*générique*") terminology. These epithets are undoubtedly of significance in some important wine producing countries. In fact it is rather too easy to say that these words are part of the national wine making heritage of the countries in question and that, in any case, consumers are mature enough and sufficiently wise to be able to tell a "real" *Port*, *Sherry*, *Chablis* or *Champagne* in a supermarket from a "false" one. This is not the case at all. Furthermore, as a consequence of such dishonest commercial practices wine producers are unable to distinguish and promote "genuine" products, which ultimately lose their individuality.

It is for these reasons that the EU has negotiated and will continue to negotiate bilateral agreements in the wine sector with a large number of countries. The four existing sector based bilateral agreements, namely those with Australia, Bulgaria, Hungary and Romania, were negotiated shortly before the conclusion of the Uruguay Round.

Those agreements go beyond the TRIPs accord and nicely cover the four factors explained above:

- "*ex officio*" protection;
- positive lists;

les consommateurs sont assez grands et suffisamment informés pour être à même de distinguer dans le supermarché un "vrai" d'un "faux" *Porto, Sherry, Chablis* ou *Champagne*. La réalité en est tout-à-fait autre. En plus, une perte du pouvoir distinctif et promotionnel et finalement une banalisation des produits "authentiques" sont la conséquence de telles pratiques commerciales déloyales.

C'est pour ces raisons que l'Union Européenne a négocié et négociera dans le secteur du vin des accords bilatéraux avec un grand nombre de pays. Les quatre accords bilatéraux sectoriels existants, à savoir ceux avec l'Australie, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, ont été négociés peu avant la conclusion de l'Uruguay Round.

Ces accords vont au-delà de l'accord TRIPs et couvrent parfaitement les quatre éléments développés ci-avant:

- la protection "ex officio";
 - les listes positives;
 - la protection étendue aux mentions traditionnelles
- et*
- l'abolition des semi-génériques.

Ainsi, dans l'accord avec la Hongrie, la CE s'est engagée à renoncer, après la fin d'une période transitoire de 13 ans (en 2007), à utiliser les termes "*Tokay*" et "*Toca*" pour certains vins français et italiens. Ces termes sont utilisés dans la CE comme noms de variétés de vignes. Après la période transitoire, le nom géographique hongrois "*Toka*" jouira donc d'un droit de protection exclusif.

Dans l'autre accord bilatéral avec l'Australie, ce pays a pris l'engagement à renoncer à terme à l'ensemble des dénominations géographiques communautaires usurpées. Un calendrier du "*phasing-out*" a été convenu qui prend en considération la sensibilité et l'importance commerciale des différends semi-génériques. Pour des noms particulièrement sensibles (par exemple *Port, Sherry* e.a.), la durée des périodes transitoires sera fixée avant la fin 1997.

- protection extended to cover traditional references
- and*
- the abolition of semi-generic terms.

Thus, within the agreement with Hungary, the EC has committed itself to abandoning use of the terms "*Tokay*" and "*Toca*" for certain French and Italian wines, after a transitional period of thirteen years (i.e. in 2007). These terms are used in the EC to denominate certain grape varieties. After the transitional period, the Hungarian geographical denomination "*Toka*" will, therefore, benefit from an exclusive right of protection.

In another bilateral agreement with Australia, the latter has undertaken eventually to renounce all the various Community geographical denominations which it has usurped. A timetable for the phasing out of these designations has been agreed, taking into account the sensitive nature and commercial importance of the differences of opinion over semi-generics. For particularly sensitive denominations, such as *Port, Sherry* and others, the duration of the transitional period will be agreed before the end of 1997.

These two agreements exemplify the high level of pragmatism which both sides have demonstrated.

From the Community's perspective, it is not a question of demanding an end to semi-generic designations overnight. The EC is aware that the "usurpers" must be given time to change their marketing strategy and give the products involved a new, individual image and a particular identity and profile.

Besides, we must ask ourselves why some countries insist on clinging to the notion of semi-generics with surprising determination. It is all the more surprising since basing all marketing efforts on "*second rate imitations*" completely contradicts the axiom of marketing specialists.

In conclusion I may state that the TRIPs agreement is of the utmost importance for the wine producing sector.

Because of the shortcomings mentioned, the EU has initiated, and will continue to initiate, in accordance with

L'exemple de ces deux accords montre le grand degré de pragmatisme dont ont fait preuve les deux côtés.

Du côté communautaire, il ne s'agit pas de revendiquer un stop des semi-génériques du jour au lendemain. La Commission Européenne est consciente qu'il faut laisser du temps aux "usurpateurs" pour qu'ils changent le marketing et donnent aux produits concernés un nouveau look personnalisé, une identité et un profil propres.

D'ailleurs, il faut se poser la question pourquoi certains pays veulent absolument s'accrocher, avec un acharnement surprenant, au concept des semi-génériques. C'est d'autant plus surprenant que le fait de baser tous les efforts du marketing sur des "copies médiocres" ne correspond absolument pas aux postulats des spécialistes du marketing.

En conclusion de ce que j'ai dit à propos de l'accord TRIPs, celui-ci est d'une importance primordiale pour le secteur viticole.

En raison des insuffisances mentionnées, l'Union Européenne a entamé et entamera, en conformité avec l'article 23 de l'accord TRIPs, une série de négociations bilatérales avec de nombreux pays (Suisse, E.U., Nouvelle-Zélande, Pays de l'Est, Afrique de Sud, Canada, pays de l'Amérique latine), pour convenir une protection des dénominations de vins allant au-delà de l'accord TRIPs.

*par Franz-Rudolf Schlöder,
Commission Européenne, Bruxelles.*

article 23 of the TRIPs agreement, a series of bilateral negotiations with many countries, among them Switzerland, USA, New Zealand, Eastern countries, South Africa, Canada and the countries of Latin-America, to agree upon the protection of wine denomination to an extent which goes beyond the TRIPs agreement.

*Franz-Rudolf Schlöder,
the European Commission, Brussels.*

American Legal Briefs

California Cities Attempt to Wrest Control Over Liquor Retailers From State; Retailers Fight Back, First City of Oakland v. Superior Court

*(Civil No. AO68638; Alameda Superior Court
Case No. 726329-3).*

This case, to which Richard Mendelson referred in the *December 1995 issue of the bulletin*, is now before a California appellate court which could (and should!) put the matter to rest. It is the fourth in a series of cases considering the legality of local municipal ordinances which attempt to regulate and tax the sale of alcoholic beverages by retailers. (Over 200 California cities have adopted such ordinances in the last four years.)

The city of Oakland enacted an ordinance which prohibited certain conduct on or near alcoholic beverage retail premises, including disturbing the peace, drug trafficking, public drunkenness or drinking, harassment of passers-by, gambling, prostitution, sale of stolen goods, public urination, theft, assault, battery, vandalism, excessive littering, loitering, graffiti, illegal parking, loud noise, lewd conduct or 'police detentions and arrests'. Virtually all off-sale merchants (but not on-sale vendors such as restaurants and bars) are subject to the ordinance and each must pay a \$600 administrative fee to fund its enforcement. Additionally, where enforcement occurs, the merchant against whom it is sought must pay an additional protection but, in the present political environment, which is strongly oriented to promoting

Dossiers judiciaires américains

Les grandes villes californiennes tentent de arracher à l'état le contrôle sur les détaillants d'alcool;

Les détaillants répliquent.

La ville principale d'Oakland contre La Cour Supérieure

(Civil No. AO68638; Dossier No. 726329-3 de la Cour Supérieure d'Alameda).

Cette affaire, à laquelle Richard Mendelson faisait référence dans le numéro de décembre 1995 du bulletin, est maintenant devant une cour d'appel de Californie qui pourrait (et devrait!) la résoudre définitivement. C'est la quatrième d'une série d'affaires examinant la légalité d'arrêtés qui émanent de municipalités locales et qui visent à réguler et à taxer la vente de boissons alcoolisées par les détaillants. (Plus de 200 grandes villes californiennes ont adopté de tels arrêtés ces quatre dernières années).

La ville d'Oakland a fait passer un arrêté interdisant certains comportements à l'intérieur ou à proximité de lieux de vente de boissons alcoolisées, tel que trouble de l'ordre public, trafic de drogue, ivresse ou action de boire en public, harcèlement sur les passants, jeux d'argent, prostitution, vente de biens volés, miction publique, vol, agression, voie de fait, vandalisme, éparpillement excessif de débris, attardement, production de graffiti, stationnement illégal, vacarme, conduite obscène ou 'détention et appréhension par la police'. En pratique, tout commerçant de débit de boissons à emporter (mais pas les vendeurs de boissons à consommer sur place tels que restaurants ou bars) est sujet à l'arrêté et chacun d'entre eux doit payer 600 dollars de frais administratifs pour financer sa mise en application. En outre, quand la mise en application a lieu, le détaillant qui en est l'objet doit payer un supplément pour sa protection mais, dans l'environnement politique actuel qui tend fortement à encourager la sécurité dans les rues, les détaillants réputés pour ne pas respecter l'arrêté ont peu de chances de trouver sympathie ou soutien lorsqu'ils font valoir le droit qui leur est dû.

Un groupement de détaillants californiens constitué pour l'occasion a attaqué l'arrêté en demandant et

safe streets, retailers who allegedly violate the ordinance are unlikely to find sympathy or support while exercising their due process rights.

A coalition of California retailers established for the purpose attacked the ordinance by seeking and obtaining an injunction against its enforcement by the City of Oakland. The retailers were joined by the *Wine Institute*, the *Beer Institute* and the *California Beer and Wine Wholesalers* who filed a joint brief as *amicus curia* (*friends of the court*). The case has been up and down the appellate ladder on procedural grounds but the substance was argued on 23 April 1996 by lawyers for the retailers and *amici*. The retailers asked the court to declare the ordinance unlawful because it violates sections of the California constitution which provide that only the state, not local municipalities, can regulate and tax (here the 'administrative' fees) the sale of alcoholic beverages.

Additionally, a specific state statute permits cities to enact zoning ordinances which restrict the conduct the Oakland ordinance attempts to reach but only prospectively; those with existing licenses before the effective date of the ordinance are 'grand fathered' (exempt). The Court of Appeal must rule by mid-July but their decision is expected sooner.

* * * * *

Kentucky Makes Direct Wine Shipments to Consumers From Other States a Felony; Florida Sues Direct Shippers.

As anyone who has sold wine into the U.S. market is painfully aware, the U.S. is not a single trading unit for the sale of alcoholic beverages. As a price for the repeal of Prohibition, the Constitution bans 'the transportation or importation into any State... for delivery or use therein of intoxicating liquors (beer, wine and spirits) in violation of the laws thereof . . .'

Direct shipment across state lines to consumers is unlawful in all but 14 states which have adopted 'reciprocal shipment' laws. These laws permit shipment of a limited amount of wine into a state if the shipping state permits reciprocal shipments to its consumers. But in the last decade

obtenant une injonction contre sa mise en application par la Ville d'Oakland. Les détaillants ont été rejoints par *l'Institut du Vin, l'Institut de la Bière* et par *les Grossistes Californiens en Bière et Vin*, qui ont déposé un dossier collectif en tant qu'*amicus curia*. L'affaire s'est vue renvoyée à différents niveaux d'appel pour raisons de procédure mais le fond du problème a été débattu le 23 Avril 1996 par les avocats des détaillants et *amici*. Les détaillants ont demandé à la cour de déclarer illégal l'arrêté car il enfreint certains articles de la Constitution de la Californie stipulant que seul l'Etat, et non les municipalités locales, peut régir et taxer (ici les frais "administratifs") la vente de boissons alcoolisées.

De plus, une loi particulière de l'Etat autorise les villes à promulguer dans des zones définies des arrêtés, lesquels limitent l'effet que l'arrêté d'Oakland vise à obtenir, mais ce uniquement à dater de sa mise en vigueur; ceux dont la license existait avant la date effective de l'arrêté sont soumis à la clause d'antériorité (c'est-à-dire exempts). La Cour d'Appel doit se prononcer avant la mi-juillet, mais sa décision est attendue plus tôt.

* * * * *

**Le Kentucky déclare criminelle l'expédition directe de vin vers les consommateurs d'autres Etats;
la Floride poursuit les expéditeurs directs en Justice.**

Comme tous ceux qui ont vendu du vin sur le marché américain en sont douloureusement conscients, les Etats-Unis ne sont pas une entité commerciale unique pour la vente de boissons alcoolisées. Comme un prix à payer pour la révocation de la Prohibition, la Constitution interdit "le transport ou l'importation dans tout Etat [...] pour livraison ou consommation à l'intérieur de l'Etat, de boissons alcoolisées [bière, vin et spiritueux] en contravention des lois s'y rapportant...".

L'expédition directe aux consommateurs à travers les frontières des Etats est illégale dans tous les Etats sauf 14 d'entre eux qui ont adopté des lois d'"expédition réciproque". Ces lois autorisent l'expédition d'un montant limité de vin vers un Etat si l'Etat expéditeur permet réciproquement les expéditions vers ses consommateurs. Mais depuis une dizaine d'années, un marché important et

or so, an important and extremely lucrative market has grown up in the inter-state shipment direct to consumers of wine and beer who, often as not, do not live in reciprocal shipment states. These shipments, which some have estimated to be worth many millions of dollars annually, circumvent the wholesaler and the retailer in the receiving state and thus, at least in the view of some, threaten the three-tier system of distribution common in the U.S. In the last three years, perhaps due to pressure from local wholesalers and retailers, several state regulatory agencies have taken up arms against direct shipment. In November 1995 the State of Florida sued seven named defendants 'and other mail-order shippers of alcoholic beverages into Florida' for injunctive relief in federal court. **State of Florida et al. v. 'Zachy's Wine and Liquor Inc.' et al.**, *U.S.D.C. (N.D., Fla., No. 95-40462, 1995)*. Some of the defendants have settled privately with the State of Florida. Litigation is pending with regard to the others.

Now the state of Kentucky has done Florida one better and adopted a statute which makes it a felony to ship wine and beer direct to Kentucky residents, punishable by a maximum of five years in prison and a fine of \$20,000 (although a first offender would receive only a warning). Many in the U.S. wine industry have reacted with shock and dismay, and some have gone further. Several large California wineries have simply suspended sales to their Kentucky wholesalers until and unless the law is changed or removed. The Kentucky wine wholesalers are in informal 'negotiations' about what to do next. But should Kentucky not yield, enforcement is likely and, therefore, litigation inevitable.

* * * * *

Louisiana Declares Law Prohibiting Sales of Alcoholic Beverages to 18, 19 and 20 year-olds Unconstitutional

The State of Louisiana, the only one of the United States whose legal system is based on the *Code Napoléon*, has a constitutional clause which, unlike that of any other state's constitution or the United States Constitution, prohibits a law from discriminating against a person because of that person's age. Eighteen is the age of majority in Louisiana. In 1986, in order to ensure that it would receive federal highway funds, Louisiana adopted a law which raised

extrêmement lucratif s'est développé dans l'expédition de vin et de bière entre Etats et à destination de consommateurs qui, souvent, ne vivent pas dans l'un des Etats bénéficiant de l'"expédition réciproque". Ces cargaisons, dont certains ont estimé la valeur annuelle à plusieurs millions de dollars, circonviennent le grossiste et le détaillant dans l'Etat destinataire et ainsi, du moins selon certains, menacent le système de distribution à trois niveaux qui est courant aux U.S.A.. Au cours des trois dernières années, peut-être du fait de pressions exercées par les grossistes et détaillants locaux, des organismes régulateurs de plusieurs Etats sont partis en guerre contre l'expédition directe. En novembre 1995, l'Etat de Floride a intenté un procès devant le tribunal fédéral à sept accusés désignés "et autres expéditeurs par correspondance de boissons alcoolisées vers la Floride" afin d'obtenir une injonction. **Etat de Floride et autres contre 'Zachy's Wine and Liquor Inc.' et autres, U.S.D.C. (N.D., Fla., No 95-40462, 1995).** Certains accusés se sont déjà arrangés à l'amiable avec l'Etat de Floride. L'affaire est en instance pour ce qui concerne les autres.

Depuis l'Etat du Kentucky a battu la Floride en adoptant une loi qui déclare illégal le fait d'expédier vin ou bière directement aux résidents de l'Etat, sous peine d'un maximum de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 20 000 dollars (un contrevenant primaire ne recevrait toutefois qu'un avertissement). Beaucoup dans l'industrie américaine du vin ont réagi avec horreur ou consternation, et certains sont même allés plus loin. Plusieurs grandes entreprises viticoles californiennes ont simplement suspendu leurs ventes aux grossistes du Kentucky tant que la loi ne sera pas modifiée ou retirée. Les grossistes en vin du Kentucky sont en cours de "négociations" officieuses quand à la marche à suivre désormais. Mais si le Kentucky se refuse à céder, la mise en application de la loi est probable et, de par le fait, le litige inévitable.

* * * * *

La Louisiane déclare la loi interdisant la vente de boissons alcoolisées aux 18-20 ans anticonstitutionnelle

L'Etat de la Louisiane, le seul aux Etats-Unis dont la législation est basée sur le *Code Napoléon*, a une clause constitutionnelle qui, au contraire de la constitution de tout autre Etat ou de la Constitution américaine, empêche une loi

the drinking age from 18 to 21. But the law did not impose sanctions on retailers for selling to those under 21 and so was virtually unenforceable. In 1995, the legislature closed the loophole. Local retailers brought an action. **'Manuel' et al. v. Supreme Court of Louisiana, No. 95-CA-2189.** The Louisiana Supreme Court upheld a lower court's injunction against the law as violative of the state constitution. It examined various alleged state interests which would have supported the law, holding that none of them overcame the constitutional requirements (even including the state's interest in promoting highway safety where the record evidence showed that 18-20 year olds were not the group responsible for the greatest number of alcohol related accidents).

* * * * *

*communicated by Mr James M. SEFF,
Attorney-at-Law, San Francisco.*

Rulings of the European Court of Justice, Luxembourg

German sparkling wines and the Champagne Method
(Ruling of 13 December 1994, Case C-306/93,
SMW Winzersekt GmbH versus Land Rheinland-Pfalz,
Rec. p.I-5555)

Winzersekt is an association of German wine growers who produce sparkling wine from wines from the *Mosel-Saar-Ruwer* region (of Germany) through a process known as the '*Champagne Method*'. According to this technique, fermentation takes place in the bottle and the sediment is separated from the blend by *disgorging*.

Until 31st August 1994, *VMQPRD* were legally marketed under the name "*Flaschengärung im Champagnerverfahren*" (fermentation in the bottle after the Champagne Method) or "*klassische Flaschengärung - méthode champenoise*" (classic fermentation in the bottle - champagne method). In January 1992 *Winzersekt*, anxious to continue to use these terms after 31 August 1994, had called for a binding announcement on the part of the Ministry

de faire discrimination sur une personne du fait de son âge. Dix-huit ans est l'âge de la majorité en Louisiane. En 1986, dans le but de s'assurer l'attribution de fonds pour les auto-routes fédérales, la Louisiane adoptait une loi qui faisait passer l'âge minimum autorisé pour la consommation d'alcool de 18 à 21 ans. Mais la loi n'imposait pas de sanctions aux détaillants pour vente d'alcool aux moins de 21 ans et demeurerait donc en pratique inapplicable. En 1995, le corps législatif a comblé cette lacune. Les détaillants locaux ont alors intenté une action. '**Manuel**' et autres contre la Cour Suprême de Louisiane, No.95-CA-2189. La Cour Suprême de Louisiane a maintenu l'injonction, prononcée par un tribunal précédent, contre la loi considérée en infraction avec la constitution de l'Etat. La Cour a examiné divers intérêts fédéraux présumés qui auraient pu appuyer la loi et a maintenu son jugement qu'aucun d'entre eux ne dépassait les exigences constitutionnelles (même pas les préoccupations de l'Etat en matière de sécurité routière, les chiffres montrant que les 18-20 ans n'étaient pas la tranche d'âge responsable du plus grand nombre d'accidents liés à l'alcool).

* * * * *

communiqué de M. James M. SEFF
Attorney-at-Law, San Francisco.

of Agriculture, Viticulture and Forestry in Land Rheinland-Pfalz to that effect.

Since the latter was of the opinion that the use of the aforementioned terms would be prohibited beyond this date, in February 1992 Winzersekt lodged an appeal with the Administrative Court (*Verwaltungsgericht*) in Mainz. Having decided that the appeal issue would depend upon the validity of certain stipulations set down in article 6 of Regulation 2333/92, the German court of law decided to put the following pre-judicial question before the Court of Justice:

"Are the regulations provided for in article 6, §5, 2nd and 3rd paragraphs of (EEC) Council Regulation 2333/92 of 13 July 1992 (...) invalid insofar as they stipulate that, from September 1994, VMQPRD wines made from wines which are not entitled to be labelled "Champagne" will no longer be eligible to refer to the elaboration method known as the "Champagne Method" in conjunction with a similar reference relating to this elaboration method?"

In its ruling of 13 December 1994 the Court of Justice, in response to the argument put forward by Winzersekt that banning this usage would undermine the right to pursue a profession without constraint, pointed out that the ban in question would only affect the manner in which such a right was exercised without jeopardising the actual existence of this right.

Continuing its investigation, the Court made sure that the contentious measures have objectives which are in the general interest, that they do not prejudice disproportionately the position of producers such as Winzersekt and that the Council had not exceeded the limits of its jurisdiction in the case in point.

In this respect the Court noted "that, among the objectives of Regulation 2333/92, that of protecting wines' labels of origin and geographical denominations of origin constitutes an objective in the general interest. In order to achieve this objective, the Council might consider it essential, on the one hand, that the end consumer should be afforded precise/specific information in order to assess the products concerned and equally, that the producer should not be able to profit from a reputation established for a similar

Décisions de la Cour de Justice de l'Union Européenne, Luxembourg

Les vins mousseux allemands et la méthode champenoise

(Arrêt du 13 décembre 1994, Affaire C-306/93,
SMW Winzersekt GmbH contre Land Rheinland-Pfalz,
Rec. p.1-5555)

Winzersekt est une association de viticulteurs allemands produisant du vin mousseux à partir de vins de la région de culture *Mosel-Saar-Ruwer*, selon un procédé dit '*méthode champenoise*'. Selon cette technique, la fermentation se produit dans la bouteille et la séparation des lies de la cuvée se fait par *dégorgement*.

Jusqu'au 31 août 1994, les VMQPRD étaient

légalement commercialisés sous la désignation "Flaschengärung im Champagnerverfahren" (fermentation en bouteille selon la méthode champenoise) ou "klassische Flaschengärung - méthode champenoise" (fermentation classique en bouteille - méthode champenoise). L'association Winzersekt désireuse de continuer à utiliser de ces mentions après le 31 août 1994 a requis, en janvier 1992, un avis contraignant du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et des Forêts du Land Rheinland-Pfalz.

Ce dernier estimant que le recours auxdites mentions était interdit au-delà de cette date, l'association Winzersekt a déposé en février 1992 un recours devant le *Verwaltungsgericht* Mainz. Jugeant que l'issue du recours dépendait de la validité de certaines prescriptions de l'article 6 du Règlement n°2333/92, la juridiction allemande a décidé de poser à la Cour de justice la question préjudicielle suivante:

"le régime prévu par l'article 6, §5, 2ème et 3ème alinéas du Règlement (CEE) n°2333/92 du Conseil, du 13 juillet 1992 (...) est-il invalide dans la mesure où il prescrit qu'à compter du mois de septembre 1994 les vins VMQPRD à partir de vins n'ayant pas droit à l'appellation contrôlée "Champagne" ne pourront plus porter de référence à la méthode d'élaboration dite "methode champenoise" en association avec une mention équivalente relative à cette méthode d'élaboration ?"

Dans son arrêt du 13 décembre 1994, la Cour de justice a précisé, en réponse à l'argument avancé par Winzersekt selon lequel l'interdiction d'un tel usage portait atteinte au droit de libre exercice d'une activité professionnelle et en l'occurrence de son activité, que l'interdiction en cause n'affectait que les modalités de l'exercice d'un tel droit sans mettre en péril l'existence même de ce droit.

Poursuivant son examen, la Cour s'est assurée que les dispositions litigieuses poursuivent des objectifs d'intérêt général et qu'elles n'affectent pas de façon disproportionnée la situation de producteurs tels que Winzersekt, et que le Conseil n'avait pas dépassé les limites de sa marge d'appréciation en l'espèce.

product by producers in another area. This implies, therefore, that one cannot give a wine producer permission to use geographical denominations which do not correspond to the effective origin of the wine, when indicating the elaborative method of his/her products."

Article 6 of Regulation 2333/92 implements this objective by stipulating that references to an elaborative method can only mention the name of a given geographical entity when the wine in question is entitled to such geographical identification. The Court, therefore, concludes that the ban introduced by the litigious measure was not of a manifestly inappropriate nature in relation to the objective of the Regulation in question. It adds that by stipulating provisional measures as well as alternative terminology, the Council has taken into account the situation of producers such as Winzersekt and that, consequently, the measure disputed by Winzersekt was not disproportionate in relation to the intended objective.

Use of the term "Château" in wine denomination

(Ruling of 26 June 1994, Case C-403/92, *Claire Lafforgue, née Baux and François Baux versus Château de Calce SCI (non trading property company) and the Co-operative Society of Calce*, Rec. p.I-2961)

In 1863 the "Château de Calce", a viticultural estate in Calce-par-Rivesaltes, in the Eastern Pyrenees was divided up. The plots arising from this division were sold amongst the village inhabitants. These various plots are to this day the property of those eligible parties amongst the village inhabitants who produce wine which is labelled according to the prestigious *appellation contrôlée* "Côtes du Roussillon". At the heart of their industry is established a co-operative society in Calce on whose premises they convert their individual grape harvests into wine. The central part of this ancient building is the property of Mme. Lafforgue who, with her brother M. Baux, produces wine which bears the same label. In July 1986 the partners Baux-Lafforgue registered the name "Château Lafforgue" as a trademark to market their wines.

In October 1986, the viticulturists of the Co-operative Society formed the non trading property company *Château de Calce* which acquired in particular an outbuilding of the

A cet égard la Cour a relevé "que parmi les objectifs poursuivis par le Règlement n°2333/92, celui de la protection des appellations d'origine ou d'indications de provenance géographiques des vins constitue un objectif d'intérêt général. Pour la réalisation de cet objectif, le Conseil pouvait considérer comme essentiel, d'une part, que le consommateur final obtienne des informations aussi exactes que nécessaires pour l'appréciation des produits concernés et, d'autre part, que le producteur ne puisse pas tirer profit, pour son propre produit, d'une réputation établie pour un produit similaire par les producteurs d'une autre région. Cela implique donc qu'on ne saurait autoriser un producteur de vin à utiliser, dans les mentions relatives à la méthode d'élaboration de ses produits, des indications géographiques qui ne correspondent pas à la provenance effective du vin."

C'est cet objectif que l'article 6 du Règlement n°2333/92 met en oeuvre en prévoyant que l'emploi de mentions relatives à une méthode d'élaboration ne peut se référer au nom d'une unité géographique que lorsque le vin concerné a droit à cette indication géographique. La Cour en conclut que l'interdiction instituée par la disposition litigieuse n'était pas d'un caractère manifestement inapproprié par rapport à l'objectif visé par le Règlement en cause. Elle ajoute qu'en prévoyant des dispositions transitoires ainsi que des mentions alternatives, le Conseil a pris en compte la situation des producteurs comme Winzersekt, et que partant, la disposition contestée par Winzersekt n'était pas disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi.

Le recours au terme "Château" dans la désignation des vins

(Arrêt du 26 juin 1994, Affaire C-403/92, *Claire Lafforgue, née Baux et François Baux contre Château de Calce SCI et Société coopérative de Calce*, Rec. p. I-2961)

En 1863, "le Château de Calce", domaine viticole situé à Calce-par-Rivesaltes dans les Pyrénées Orientales fit l'objet d'un partage. Les lots issus de ce partage furent vendus entre les habitants du village. Ces différentes parcelles sont toujours aujourd'hui la propriété des ayants droit habitants du village qui produisent du vin bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée "Côtes du Roussillon". Ces derniers sont regroupés au sein d'une société coopérative de

château as well as another building incorporating part of the old enclosure. Subsequently, in December of the same year, the Co-operative Society of Calce registered the trademark "Château de Calce" in order to market its wines. Following the registration of this trademark, the Baux-Lafforgue partnership issued a writ against both the non trading company and the co-operative society of Calce in order to have their exclusive right to use the denomination "Château de Calce" recognised. In support of their claim, the plaintiffs cited article 5 §1 of (EEC) Commission Regulation 997/81 which makes the use of the label "château" by a wine producing concern subject to two conditions: firstly, that the wine should come exclusively from grapes harvested in the vineyards of this concern; secondly, that the wine making process should be effected therein. Now these two conditions would not be met, claimed the Baux-Lafforgue partnership, by the aforementioned co-operative society in its own right.

The matter was referred to the Court of Appeal and then to the Court of Justice which is beset by the following two questions:

"1) Do these conditions - namely article 5 section 1 of EEC Regulation 997/81 - apply in circumstances in which viticulturists produce wine with an appellation contrôlée label on the parcelled land of a château estate and form a co-operative society on whose premises the harvest is converted into wine?

2) Would the response be different if the co-operative were to count among its members wine growers whose land does not come from the former château estate?"

It should be noted that, at the time of these events, (EEC) Regulation 997/81 was repealed in (EEC) Commission Regulation 3201/90, which contains, in article 6 section 1, a clause similar to that of article 5 section 1 of the litigious Regulation. The interpretation proffered by the Court of Justice, which has evolved in the context of this dispute, remains valid since it relates to equivalent measures in force today, as the Court itself emphasises in its analysis.

In its judgement of 29 June 1994 the Court began by

Calce dans les locaux de laquelle ils vinifient leurs récoltes de raisins provenant de leurs parcelles individuelles. La partie centrale de l'ancien bâtiment est, quant à elle, la propriété de Mme. Lafforgue qui produit avec son frère M. Baux, du vin bénéficiant de la même appellation contrôlée. Pour la commercialisation de leur vins, les consorts Baux-Lafforgue ont déposé en juillet 1986 à titre de marque la dénomination "Château Lafforgue".

En octobre 1986, les viticulteurs de la société coopérative ont constitué la société civile immobilière *Château de Calce* qui a acquis notamment une dépendance du château ainsi qu'un édifice comprenant une portion de l'ancien mur d'enceinte. La société coopérative de Calce a ensuite en décembre de la même année déposé la marque "Château de Calce" pour la commercialisation de ses vins. A la suite de ce dépôt de marque, les consorts Baux-Lafforgue ont assigné en justice la société civile et la société coopérative de Calce afin de faire reconnaître le droit exclusif à l'utilisation de la dénomination "Château de Calce". Les demandeurs invoquent, à l'appui de leur prétention, l'article 5 §1 du Règlement (CEE) n°997/81 de la Commission qui subordonne l'utilisation par une exploitation viticole de l'appellation "château" à la double condition que le vin provienne exclusivement de raisins récoltés dans les vignes faisant partie de cette exploitation et que la vinification ait été effectuée dans celle-ci. Or ces deux conditions ne seraient pas remplies selon les consorts Baux-Lafforgue dans le chef de la société coopérative.

L'affaire est portée en cassation et ensuite, par voie préjudicielle, devant la Cour de justice qui se trouve saisie des deux questions suivantes :

"1) Ce texte (article 5 § 1 du Règlement (CEE) n°997/81) peut-il recevoir application lorsque des viticulteurs produisent du vin bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée sur les terres du domaine d'un château ayant fait l'objet d'un partage et se sont regroupés en une société coopérative dans les locaux de laquelle le produit de la récolte est vinifié?"

2) La réponse est-elle modifiée si la coopérative compte, parmi ses adhérents, des viticulteurs dont les terres ne proviennent pas de l'ancien domaine du château?"

recalling one of the objectives of Community regulation, which is to "assure consumers of wines which bear certain famous denominations, such as "château", that the main stages of a given wine's elaboration, from harvest to vinification, have evolved under the effective supervision, the strict and constant control and the sole responsibility of a grower to whom the quality of the product is attributable".

The Court then stressed that article 5 aforementioned does not define the "viticulural concern", but finds that article 12 §2, under m) of Regulation 355/79 [replaced by article 11 §2 under m) of EEC Regulation 2392/89] "places individual and collective concerns on an equal footing, in that the grower's name should be indicated according to regulated codes of practice". From this it concludes that "one must assume that article 5, which constitutes one of the codes of practice anticipated therein, refers to both the individual and the collective concern within the term 'viticulural concern'.

Evidently the Court recognises that Community regulation allows (individual) Member States to subject the use of the word "château" to additional, restrictive conditions and to limit the use of it to certain categories of wine. However, it does specify that the same Community regulation does not require either the presence of a château on the land on which the grapes are harvested, that vinification be effected within a château estate, or, for that matter, that the viticulturists themselves should own the vinification facilities. The Court concluded "that Community regulation, applied to the present case, does not preclude the use of the word "château" by viticulturists whose land is part of a former château estate and who constitute the collective heart of the co-operative society". The Court's assessment would have been different should french regulations have established more restrictive conditions regarding the use of the word "château", an eventuality which does not seem to have arisen in the case in point.

On the second question, the Court reached its decision thus; "the fact that a co-operative society may count among its members certain viticulturists whose lands constitute a parcelled former château estate and wine growers who harvest grapes outside this estate, would not be liable to exclude the implementation of the measures in question, since reliable procedures are established such that

